



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 5 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ENTREPRISE MORONI

Pâtis St Nicolas La place Royale Sud

Les Echats Les Prés
52100 Perthes

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 juillet 2023 dans l'établissement SA ENTREPRISE MORONI implanté Pâtis St Nicolas La place Royale Sud Les Echats Les Prés 52100 Perthes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est inscrite dans le cadre de la cessation partielle de l'exploitation, dans sa partie sud.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ENTREPRISE MORONI
- Pâtis St Nicolas La place Royale Sud Les Echats Les Prés 52100 Perthes
- Code AIOT : 0005701020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sables et graviers de Perthes est autorisée par l'AP du 30 avril 2009 pour une durée de 25 ans. D'une superficie de 92 ha 35 a79ca elle porte sur un ensemble de parcelles regroupées en deux secteurs situés de part et d'autre de la RN4.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation partielle du secteur sud de l'exploitation

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Tél. : 03 51 37 61 90
89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phasage	Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 8	/	Sans objet
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des résultats de l'instruction du dossier de modification des conditions d'exploitation, reçu le 14 mars 2023, des constats effectués lors de la visite d'inspection du 7 juillet 2023, du dossier de déclaration de fin de travaux partielle reçu le 7 août 2023 et compte tenu de l'ATTES SECUR (23.022/G.A.R.01.1) et de l'ATTES MEMOIRE (23.022/G.A.R.02.1), reçues le 27 septembre 2023, il apparaît que la cessation d'activité partielle de la partie sud a été menée conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement.

L'inspection considère que malgré les modifications jugées non substantielles demandées par l'exploitant, les travaux de remise en état partielle du site, sur les parcelles ZH 33, 34 et 58, répondent aux prescriptions de réaménagement fixées aux articles 8 et 11.2 de l'arrêté préfectoral n°1533 du 30 avril 2023 ainsi qu'à celles de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

Ainsi et sous réserve de la plantation avant décembre 2023 d'une haie de charme de 500 mètres linéaires avec garantie de reprise pendant un an en sommet du marlon de protection le long de la RN4, la société MORONI, représentée par M. Hugues MORONI, peut donc être dégagée de ses responsabilités en matière de police des carrières sur la partie sud du site.

Ce rapport vaut procès verbal de récolement partiel, en application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du Code de l'Environnement. Il ne peut être assimilé à un quitus et des prescriptions complémentaires pourraient être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avéraient insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées.
Constats : Un porter à connaissance, reçu le 13 mars 2023 modifie fait part à l'inspection que l'exploitation de la partie sud de l'installation s'achève et que la remise en état de ce secteur a commencé. Le phasage prescrit prévoyait une exploitation concomitante de la carrière nord (lieux dit « les Echats ») et de la carrière sud, les deux secteurs devant être extraits en fin de deuxième phase, année 10. L'exploitation de la partie sud, sous traitée aux établissements BLANDIN installés à proximité, a été faite sans y implanter d'installations de traitement. En raison du phasage des diagnostics archéologiques qui ont été ciblés en premier lieu sur la partie sud, le secteur nord n'a pas encore été investigué et n'a donc pas encore été mis en exploitation. En l'absence des résultats de ces diagnostics, il n'est pas possible en l'état de proposer de nouveau phasage réaliste. Un nouveau phasage sera proposé par porter à connaissance dès que les diagnostics archéologique auront pu être produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'art. L511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. [...] Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille,- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,- Au terme de la première phase d'exploitation décennale, une surface au moins égale à 3 ha de prairies de fauche et de friche herbeuse d'un seul tenant sera restituée en limite sud du périmètre d'exploitation (parcelles ZH33, 34 et 58) et gérée de manière extensive. Des plantations d'épineux tels que <i>Prunus Spinosa</i>, <i>Crateagus monogyna</i>, <i>Rubus Sp</i> seront en outre réalisées en portour sud, sud-est et sud-ouest de ce secteur.

Constats : Un porter à connaissance, reçu le 13 mars 2023 modifie les conditions de remise en état de la partie sud de la carrière. En effet, les fouilles archéologiques ont mis en évidence la nécessité de préserver une emprise de 9 ha d'un seul tenant au centre de l'exploitation. L'exploitant a, en conséquence, proposé de constituer deux bassins au nord et au sud de cette emprise avec des surfaces respectives de 6,7 et 3,45 ha.

La partie sud de l'exploitation a fait l'objet des actions de remise en état suivantes :

- les fronts de taille, ont été mis en sécurité avec un talutage en pente douce,
- des berges filtrantes ont été constituées en amont et aval hydraulique des deux bassins en 5 endroits au total,
- les terrains ont été nettoyés et toutes les structures liées à l'exploitation du site ont été démontées et évacuées,
- une surface de 9 ha de prairies de fauche et de friche herbeuse d'un seul tenant n'a pas été exploitée est aujourd'hui en culture,
- les plantations d'épineux n'ont pas été effectuées car selon l'exploitant, cela ne se fait plus et la notion d'essence locale est désormais préférée. De plus sur une partie non négligeable du site, une végétation naturelle à base de Robinier faux acacia (épineux) , de Saule, de Prunus, d'Aulne etc. a repris ses droits.

A la demande de l'inspection, et pour des raisons de sécurité, un talus a été constitué en bordure de la RN4 et qui sera planté de charme.

Postérieurement à la visite, une déclaration de fin de travaux partielle a été envoyée à l'inspection et reçu le 7 août 2023. Cette déclaration inclut un devis daté du 27 juillet 2023 pour la plantation des 500 mètres linéaires de haies sur le talus le long de la RN4.

L'inspection note que les modifications demandées au projet de remise en état prévu à l'art. 11.2 (Remise en état) de l'arrêté préfectoral du n° 1533 du 30 avril 2009 ne sont ni notables ni substantielles.

Il est par ailleurs noté que le site est déjà fortement retourné à l'état sauvage avec la croissance d'espèces locales, que la prairie sèche qui sera laissée au cœur du site est favorable à la biodiversité ; de même que la haie de charme qui sera plantée au sommet du talus longeant la RN4.

Pour ces raisons, l'inspection propose de donner une suite favorable à la demande de modification des conditions d'exploitations et de prononcer, sur la base du dossier de cessation partielle et à la suite de la visite d'inspection la cessation partielle de l'exploitation pour la partie sud de l'exploitation, au lieu dit "La Place Royale Sud" au sud de la RN4.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet